

Demande déposée le 10/06/2024 complétée le 26/09/2024

N° PC 03060 24 A0006

Par :	SAS WIND FLY VICHY
Demeurant à :	24 Rue des Fontaines - 03270 Mariol
Représenté par :	Monsieur GREMY Jérôme
Pour :	Demande de régularisation : implantation d'une soufflerie (65.00 m ²) et d'un bureau (30.00 m ²) dans l'enceinte de l'aéroport de Charmeil.
Sur un terrain sis à :	Rue de l'Aéroport Route de Saint Pourçain - 03110 CHARMEIL
Références cadastrales :	AA0069, AA0070

Surface de plancher : 95.00 m²

Nb de logements : 0

Nb de bâtiments :

Destination : Bureaux
Commerce

Monsieur le Maire de CHARMEIL

Vu la demande de Permis de Construire susvisée ;
Vu le code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants ;
Vu le Plan local d'urbanisme (révision générale n°1) approuvé le 14/06/2018 par délibération du conseil communautaire de Vichy Communauté et mis à jour le 07/10/2022, le 19/01/2023 et le 06/12/2023, puis modifié par délibération en date du 11/04/2024 ;
Vu les pièces complémentaires du 26/09/2024
Vu l'avis favorable assorti de prescription du service Assainissement de Vichy Communauté en date du 26/06/2024
Vu l'avis favorable du service ENEDIS en date du 16/07/2024
Considérant que le projet respecte le règlement de la zone : UI

ARRETE**ARTICLE 1 :**

Le Permis de Construire **EST ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande sus visée (cadre 1) et pour les surfaces et indications figurant au cadre 2, sous réserve du respect des articles suivants.

ARTICLE 2 :

Le pétitionnaire respectera impérativement les dispositions de la zone UI du Plan Local d'urbanisme et plus particulièrement l'article 6 portant sur l'aspect extérieur :

« Les toitures-terrasses ou végétalisées sont recommandées aux couvertures traditionnelles à 2 pans qui auront un impact important en termes de perception lointaine.

Les toitures seront à faible pente à moins qu'elles ne constituent des toitures terrasses.

Toutes les toitures visibles seront dans les tonalités de gris, gris/bleu ou gris/vert ou végétalisées. A moins qu'elles soient végétalisées ou qu'elles constituent un dispositif de récupération d'énergies, les toitures en terrasses devront être recouvertes d'une membrane PVC.

Les ouvrages techniques seront intégrés dans le volume couvert à l'exception des éléments verticaux, cheminées ou autres qui devront faire l'objet d'un traitement architectural particulier (forme, matériaux et couleurs »

Le toit du bureau devra impérativement soit supporté des panneaux solaires soit être végétalisé.

ARTICLE 3 :

Le pétitionnaire respectera impérativement la prescription suivante du service Assainissement de Vichy Communauté dans son avis ci-joint à savoir :

Eaux Pluviales : Parcelle théoriquement raccordée au réseau d'eaux pluviales Les eaux pluviales seront conservées sur la parcelle, comme prévu par le projet.

Le Maire,
François GONZALEZ



CHARMEIL, le

18 octobre 2024

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait qu'il peut être redevable de la taxe d'aménagement et de la Redevance d'Archéologie Préventive (R.A.P).

Nota : Le projet est situé dans une zone de sismicité 2 (décrets n°2010-1254 et 2010-1255). Les règles de construction à mettre en œuvre suivant la nature des ouvrages sont définies notamment par le décret du 22 octobre 2010 et par l'arrêté du 19 juillet 2011.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la parcelle est touchée par un aléa moyen du risque retrait gonflement des argiles. Il est donc vivement conseillé de respecter les prescriptions de la fiche d'information ci-jointe.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.424-7 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa réception.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.
- **VALIDITE** : Le permis est périmé si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de sa délivrance ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.
- **AFFICHAGE** : Mention du permis doit être affichée sur le terrain par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant deux mois. Il est également affiché en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'un permis peut saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).
Il peut également contester la décision dans le cadre d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée et saisir l'une des juridictions administratives compétentes (Tribunal administratif ou Cour Administrative d'Appel) notamment par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.
- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.